

Politique économique

Des exemples de cette attitude ont été relevés, non pas dans le mémoire officiel, mais au cours de conversations à bâtons rompus. Certains jeunes de la région de Vancouver qui ont terminé leurs études depuis deux ans ont cherché du travail sans relâche, mais en vain.

Il ne reste donc plus qu'à en tirer la conclusion suivante: une fois que les gens commencent à se décourager, toute motivation disparaît et ils cessent de respecter le gouvernement et l'autorité. Cette attitude est parfaitement compréhensible de la part de gens qui évoluent dans une société indifférente. A l'indifférence, ils répondent par l'indifférence. Nous avons exactement ce que nous méritons, rien de plus, rien de moins.

Le conseil du travail a proposé, pour créer des emplois, de moderniser entièrement le port de Vancouver. Ce serait, certes, une bonne chose que de poursuivre les transformations nécessaires à la conteneurisation sur la côte ouest. Avec le capital nécessaire, on pourrait créer des emplois dès maintenant et étendre les opérations portuaires à l'avenir. C'est un projet très sensé. Il faudrait que le gouvernement fédéral s'en occupe ou, à défaut, le gouvernement de la Colombie-Britannique.

Enfin, à propos des mémoires, je parlerai de celui que l'Association des employeurs a présenté à Vancouver. Cet organisme n'est pas ce qu'on pourrait appeler une pépinière de socialistes. En fait, il serait difficile, avec la meilleure volonté du monde, d'y trouver un seul socialiste. Ce n'est pas une critique de ma part. Il se trouve que ce sont des gens qui, en règle générale, ne partagent pas les vues de mon parti. Ces gens nous ont remis un mémoire sérieux. En fait, c'est l'ancien ministre des Postes du Canada, M. William Hamilton, qui l'a présenté. Au nom du Conseil des employeurs de la Colombie-Britannique, M. Hamilton a réclamé la levée des mesures de contrôle au plus tôt, chose que nous préconisons depuis l'adoption du programme de réglementation. Il a signalé, comme nous l'avons fait à ce moment-là, que ce programme de réglementation entravait la création d'emplois, que nous devrions y mettre un terme au plus vite et adopter des mesures en vue de créer plus d'emplois pour les Canadiens.

Je tiens à conclure ce compte rendu des trois jours que j'ai passés en Colombie-Britannique en vous faisant part du témoignage que j'ai trouvé le plus émouvant de tous. Il nous est venu d'une femme de 59 ans, mère de deux enfants adolescents. Elle se cherchait elle-même du travail. Cette femme nous a raconté qu'il y avait eu une offre d'emploi à Abbotsford, petite localité. L'emploi avait été annoncé pendant très peu de temps dans un des journaux, semble-t-il, par McDonald, le roi des hamburgers. Cette annonce précisait qu'un nouveau restaurant allait s'ouvrir à Abbotsford et la compagnie voulait engager une poignée de jeunes, dans la vingtaine à peu près. En 24 heures, une foule de jeunes, qui cherchaient du travail, se pressait aux portes de la compagnie. Ils étaient arrivés avec des sacs à dos et des sacs de couchage et ils ont passé la nuit là dans l'espoir d'obtenir ces quelques emplois. Quelle conclusion doit-on en tirer? Cela prouve, à mon sens, que les chômeurs canadiens, et je pense en particulier aux jeunes, ne sont pas aussi paresseux qu'on veut bien le dire. Il n'est pas vrai qu'ils préfèrent toucher des prestations d'assistance sociale, ou se la couler douce, ou vivre de la charité publique. Bien au contraire. Les jeunes Canadiens veulent travailler. Ils veulent pouvoir participer, subvenir à leurs propres besoins, éventuellement se marier et élever une famille. Ils veulent avoir les mêmes chances que

[M. Broadbent.]

celles auxquelles les immigrants qui sont arrivés au Canada depuis un siècle et les parents de ceux qui ont grandi ces dernières décennies ont toujours cru, c'est-à-dire que le Canada serait effectivement une terre de promesses. Voilà ce que signifiait cette foule de jeunes pressée devant une porte, à Abbotsford. Mais il a fallu que ces jeunes, en quête de travail, viennent en si grand nombre et avec tant de hâte dans l'espoir de se faire embaucher pour qu'on comprenne enfin la gravité du problème du chômage et qu'on se rende compte qu'il existe actuellement des milliers de sans-emplois. Cette manifestation prouve bien non seulement l'attitude saine des jeunes Canadiens mais l'échec retentissant et alarmant du gouvernement.

• (1650)

Il n'y a pas de problème plus grave aujourd'hui que le chômage. Il touche toutes les localités du pays. Il atteint 30 p. 100 à Terre-Neuve, 28 p. 100 à l'île du Cap-Breton, 25 p. 100 en Gaspésie et dans la région de la rivière Powell et 14 p. 100 à Nanaimo. A Montréal, il s'élève à 20 p. 100. Le Canada est en crise et il est grand temps que le gouvernement agisse, après s'être si longtemps préléssé dans l'indifférence et l'inertie.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je me dois d'abord de féliciter le parrain de cette motion, car aujourd'hui il va nous donner l'occasion de traiter de sujets qui nous intéressent énormément; je félicite le représentant du parti progressiste conservateur, mais en même temps je suis étonné en lisant sa motion, car tout en faisant des blâmes au gouvernement il oublie probablement de lui donner certains conseils, des conseils que le parti progressiste conservateur aurait en tête pour régler les problèmes qui nous intéressent aujourd'hui.

En effet, dans la motion on lit qu'on blâme le ministre des Finances (M. Macdonald) et qu'on lui demande d'être franc à l'égard des Canadiens, en révélant dans le budget les objectifs précis qu'il cherchera à atteindre en ce qui concerne l'emploi, l'inflation, la balance des paiements du Canada et le taux de croissance économique.

Quant au représentant du Nouveau parti démocratique, il a fait un intéressant rapport de sa tournée de trois jours en Colombie-Britannique. Je l'en félicite, mais franchement s'il me fallait parler de tous les cas qui passent à mon bureau seulement durant les fins de semaine, monsieur l'Orateur, je pense que j'en aurais pour une semaine. C'est pour cela que je vous ferai grâce de cette narration. Je vous parlerai tout simplement de quelques sujets inclus dans la motion d'aujourd'hui.

Je viens de lire un livre très intéressant se rapportant au financement de la Confédération, livre qui m'a impressionné parce que c'est un résumé de toutes les réunions qui se sont tenues depuis 1867, incluant tous les rapports des gouvernements et du gouvernement fédéral. Et qu'est-ce qui ressort de toutes ces discussions? C'est un premier ministre, au tout début de la Confédération, qui a dit: N'oubliez jamais que la base de notre Confédération est un compromis, et on se rend compte à la fin de chaque réunion qu'ils ont eue que tout se réglait grâce à ce compromis. Je cite ceci tout simplement pour dire que si nous voulons réellement nous attaquer au problème aujourd'hui qui concerne le Canada, il va falloir discuter de ce compromis, parce que j'estime que si on parle d'emploi, de chômage, d'inflation, cela concerne autant les provinces que le gouvernement fédéral. On blâme le gouvernement d'aujourd'hui.